

Accise sur l'électricité

Impôt indirect perçu sur la consommation finale d'électricité. Collectée par les fournisseurs d'électricité auprès des consommateurs puis reversée à l'État, elle constitue un levier de fiscalité énergétique. Une partie de son produit est redistribuée aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité (AODE), notamment les syndicats d'énergies. Anciennement appelée CSPE (contribution au service public de l'électricité) ou TICFE (taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité), elle est reversée mensuellement au Siéml pour la part qui lui revient. Le Siéml perçoit l'accise en lieu et place de 168 communes sur 176 que compte le département. Il s'agit de sa principale recette de fonctionnement (environ 14 M€)

AAP

Association des acheteurs de France

ACC

Autoconsommation collective

Acheteur

Personne publique ou privée confiant à un ou plusieurs opérateurs économiques la réalisation de prestations de fournitures, services ou travaux en contrepartie d'un prix, en vue de la satisfaction de ses besoins, par la passation d'un marché

ACTEE

Action des collectivités territoriales pour l'efficacité énergétique, programme national porté par la FNCCR

ADEME

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADIAJ

Association pour le développement de l'information administrative et juridique

AFE

Association française de l'éclairage

AFGNV

Association française du gaz naturel pour véhicules

AFIEG

Association des fournisseurs indépendants d'électricité et de gaz

Afigéo

Association française pour l'information géographique

AFNOR

Association française de normalisation

AIE

Agence internationale de l'énergie

AIPR

Autorisation d'intervention à proximité des réseaux, dispositif, concernant les opérations d'étude et de travaux, afin de minimiser les risques et dommages sur les réseaux

ALEC

Agence locale de l'énergie et du climat

ALISÉE

Agence ligérienne d'information et de sensibilisation à l'énergie et l'environnement

AMF

Association des maires de France

AMEO

Attestation de mise en exploitation de l'ouvrage. Est délivrée par Enedis lorsque l'ouvrage est exploitable et conforme au projet de construction.

AMHEO

Avis de mise hors exploitation de l'ouvrage, délivrée par Enedis afin de pouvoir réaliser une intervention sur le réseau

AMI

Appel à manifestation d'intérêt

AMO

Assistance à maîtrise d'ouvrage

ANAH

Agence nationale de l'habitat

ANCT

Agence nationale de la cohésion des territoires

ANODE

Association nationale des opérateurs détaillants en énergie

AO CRE

Appel d'offre « énergie renouvelable » lancé régulièrement par la commission de régulation de l'énergie

AODE

Autorité organisatrice de la distribution d'électricité

AP/CP

Autorisations de programme et crédits de paiement

APD

Avant-projet détaillé, correspond à une étude détaillée d'un projet

APL

Air Pays de la Loire

APS

Avant-projet sommaire, correspond à une étude sommaire d'un projet

ARCEP

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la presse

ARENH

Accès régulé à l'électricité nucléaire historique

ASN

Agence de sûreté nucléaire

ATRD

Accès des tiers au réseau de distribution de gaz naturel (tarif régulé)

AURA

Agence d'urbanisme de la région angevine

Autorité concédante

Pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ayant conclu un contrat de concession

Avere-France

Association pour le développement de la mobilité électrique

BBC

Bâtiment basse consommation

BEE 2030

Appel à projets « bâtiment efficacité énergétique du Siéml »

BF

Ballon fluorescent

BPU

Bordereau des prix unitaires, liste des prix utilisés dans les différents marchés travaux

BT

Basse tension (entre 50 et 1000 volts - tensions communément utilisées 230 et 400 volts)

BVER

Baugeois Vallée d'énergies renouvelables

CA

Communauté d'agglomération

CADER

Contrat achat direct énergie renouvelable

CAS

Compte d'affectation spécial

CAO

Commission d'appel d'offres

CC

Communauté de communes

CCAP

Cahier des clauses administratives particulières (document de marché)

CCP

Commission consultative paritaire

CCSPL

Commission consultative des services publics locaux

CCTG

Cahier des clauses techniques générales (document de marché)

CCTP

Cahier des clauses techniques particulières (document de marché)

CDSP

Commission de délégation de service public

CEE

Certificats d'économie d'énergie

CESE

Conseil économique, social et environnemental

FU

Compte financier unique

CGDD

Commissariat général au développement durable

Chaleur fatale

Chaleur produite lors d'un processus dont la finalité n'est pas la production de cette chaleur. On parle de chaleur fatale parce que cette énergie est souvent perdue

Chaleur renouvelable

Chaleur issue du bois, du solaire ou de la géothermie

CGCT

Code général des collectivités territoriales

CIBE

Comité interprofessionnel du Bois-Energie

CITE

Crédit d'impôt pour la transition énergétique

CNIG

Conseil national de l'information géographique

CNIL

Commission nationale de l'informatique et des libertés

COFRAC

Comité français d'accréditation

Concession

Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix (cf. article L 1121-1 du code de la commande publique)

Concessionnaire

Le concessionnaire est le(s) titulaire(s) du contrat de concession. Le contrat de concession de la distribution publique d'électricité a été conclu en 2019 entre le Siéml et les concessionnaires Enedis et EDF

COS

Comité des œuvres sociales

CR

Complément de rémunération

CRE (la)

Commission de régulation de l'énergie. Autorité administrative indépendante chargée d'assurer l'égal accès des fournisseurs d'électricité et de gaz naturel et de leurs clients aux réseaux de transport et de distribution. La CRE propose les tarifs d'utilisation des réseaux

CRE (le)

Comité régional de l'énergie

CRER

Centre régional des énergies renouvelables

CRIT B

Critère B, analyse statistique de la qualité d'alimentation électrique du temps de coupure

CSCEE

Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique

CSPE

Contribution au service public de l'électricité, taxe absorbée (voir Accise sur l'électricité)

CST

Comité social territorial

CTA

Contribution tarifaire d'acheminement

CU/AU

Certificat d'urbanisme / autorisation d'urbanisme

DAC

Dossier annuel de criblage, analyse statistique de la qualité d'alimentation électrique et des chutes de tension

Délégué

Élu désigné par les représentants de son collège territorial pour siéger au comité syndical du Siéml

DETR

Dotation d'équipement des territoires ruraux

DGCCRF

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

DGEC

Direction générale de l'énergie et du climat

DGFIP

Direction générale des finances publiques

DICT

Déclaration d'intention de commencement des travaux

DOE

Dossier des ouvrages exécutés

DM

Décision modificative

DOB

Débat d'orientation budgétaire

DP

Déclaration préalable

DPO

Data protection officer / Délégué à la protection des données

DSID

Dotation de soutien à l'investissement des départements

DSIL

Dotation de soutien à l'investissement local

DSP

Délégation de service public, contrat par lequel les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public dont elles ont la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques (le ou les concessionnaires) par une concession de service public

DUERP

Document unique d'évaluation des risques professionnels

DQE

Détail quantitatif estimatif particulières (document de marché)

DT

Déclaration préalable de travaux

EDF OA

Filiale d'EDF en charge de la contractualisation des obligations d'achat auprès des producteurs (< 500 kWc)

Électrification

Action consistant à amener l'électricité en des points non desservis

Enedis

Gestionnaire des réseaux électriques dont l'exploitation est déléguée par le Siéml dans le cadre d'un contrat de concession.

EnR

Énergies renouvelables

EPCI

Établissement public de coopération intercommunale

EPu

Éclairage public

Entité adjudicatrice

Pouvoir adjudicateur exerçant une activité d'opérateurs de réseau ou, lorsqu'elle n'est pas un pouvoir adjudicateur, entreprise publique exerçant une activité d'opérateur de réseau

Entreprise publique

Au sens du droit de la commande publique, tout organisme doté de la personnalité juridique qui exerce des activités de production ou de commercialisation de biens ou de services marchands et sur lequel un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs exercent, directement ou indirectement, une influence dominante en raison de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent

Extension

Action d'étendre le réseau électrique dans le but de desservir de nouveaux usagers

ETEPL

Entente régionale Territoire énergie Pays de la Loire réunissant les quatre syndicats d'énergie – dont le Siéml –, la Région et le conseil départemental de la Sarthe

FACÉ

Financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale. Fonds dont les ressources proviennent de prélèvements sur les recettes des ventes d'électricité basse tension des distributeurs. Ce fonds permet d'aider les travaux d'extension, de renforcement, de dissimulation des réseaux, et de maîtrise de la demande d'énergie entrepris par les collectivités locales, autorités concédantes sur les territoires ruraux

FCTVA

Fonds de compensation pour la TVA, prélèvement sur les recettes de l'État qui constitue la principale aide de l'État aux collectivités territoriales en matière d'investissement

FEDER

Fonds européen de développement régional. Fonds structurel européen qui vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union européenne en corrigeant les déséquilibres régionaux

FGRE

Fonds de garantie pour la rénovation énergétique

Financement participatif

Consiste pour un porteur de projet à un emprunt contracté auprès d'une multitude de particuliers ayant chacun concédé un prêt d'un montant limité, rémunéré à court terme et sans accès à la gouvernance du projet

FNCCR

Fédération nationale des collectivités concédantes et régies

Fourniture

Activité de fourniture d'électricité concerne la commercialisation des électrons, par distinction avec l'activité d'acheminement sur un réseau

GED

Gestion électronique de document

Gigawatt-heure

1 million de KWh, unité d'énergie électrique

GNL

Gaz naturel liquéfié

GNV

Gaz naturel pour véhicule

GRD

Gestionnaire de réseau de distribution

GRDF

Gaz réseau distribution France

GRT

Gestionnaire de réseau de transport

GRTgaz

Gaz réseau transport

GTB

Gestion technique des bâtiments qui a pour objectif, via des capteurs, de superviser et de gérer en local ou à distance les équipements techniques d'un bâtiment (chauffage, climatisation, éclairage, alarmes, accès, etc.)

HQE

Haute qualité environnementale

HTA

Haute tension A, moyenne tension (20-54 kV)

HTB

Haute tension B, très haute tension (540-220 kV)

IA

Intelligence artificielle

IA ACT

Artificial Intelligence Act (Règlement européen sur l'intelligence artificielle)

IEG

Industries électriques et gazières

IFER

Installation forfaitaire sur les entreprises réseaux

Intracting

Mode de financement de travaux d'économie d'énergie, avec un montant des remboursements égal aux économies générées

Investissement citoyen

Consiste pour un porteur de projet à ouvrir le capital et la gouvernance du projet aux particuliers et/ou à ceux qui les représentent (collectivités, associations, clubs d'investisseurs, etc.) souvent regroupés sous le terme « acteurs locaux »

IRVE

Infrastructure de recharge pour véhicules électriques

kV

Kilo Volt

kVA

Puissance apparente (puissance proposée aux particuliers)

kW

Puissance active (indiquée généralement sur les appareils ménagers)

kWh

KiloWattheure

kWhc

KiloWattheure cumac (cumulés et actualisés). Voir CEE

LED

Light-emitting diode, diode électroluminescente

Loi NOME

Nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010)

Loi NOTRe

Loi relative à la nouvelle organisation territoriale de la République

LoRaWAN

Protocole de communication sans fil spécialement conçu pour les objets connectés, permettant de transmettre des données sur de très longues distances tout en consommant très peu d'énergie

LPO

Association pour la ligue de protection des oiseaux

Lux

Unité de mesure de l'éclairement lumineux

MAPA

Marché à procédure adaptée, procédure simplifiée pour les achats publics

Marché subséquent

Ce sont les marchés passés sur le fondement d'un accord-cadre, qui précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été contractualisées dans l'accord cadre

MDE

Maîtrise de la demande en énergie

MO ou MOa

Maître d'ouvrage, personne morale ou organisme pour le compte de qui sont réalisés des travaux

MOe

Maître d'œuvre, personne chargée du suivi de la réalisation d'un ouvrage pour le compte d'un maître d'ouvrage

MT

Moyenne tension, comprise entre 1 000 et 50 000 volts (couramment appelée HTA 20 000 volts)

NIS2

Network and Information Security Directive 2. Directive européenne renforçant les exigences de cybersécurité des entités essentielles et importantes.

PAC

Pompe à chaleur

PAPRI Pact

Programme annuel de Prévention des risques professionnels et d'amélioration

PCAET

Plan climat air énergie territorial

PCT

Part couverte par le tarif

PCRS

Plan corps de rue simplifié, fond de plan mutualisé coordonné à l'échelle départementale par le Siéml en vue de l'achèvement de la réforme anti-endommagement et de la sécurisation des chantiers

Péréquation

Application d'un même prix de service public quelle que soit la situation géographique et technique du bénéficiaire

PETR

Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux

PLU

Plan local d'urbanisme

PLUi

Plan local d'urbanisme intercommunal

PLF

Projet de loi de finances

PNCEE

Pôle national des certificats d'économie d'énergie

PNEC

Plan national énergie-climat

POS

Plan d'occupation des sols

Poste de transformation

Équipement nécessaire à la modification de la tension sur le réseau électrique (de la moyenne tension vers la basse tension, par exemple)

Pouvoir adjudicateur

Personnes morales de droit public (l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics) les personnes morales de droit privé qui ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et sur lesquelles un pouvoir adjudicateur exerce une influence déterminante, les organismes de droit privé dotés de la personnalité juridique constitués par des pouvoirs adjudicateurs en vue de réaliser certaines activités en commun (cf. article L1211-1 du code de la commande publique)

PPE

Programmation pluriannuelle de l'énergie

PII

Plan pluriannuel d'investissement

PREH

Plan de rénovation énergétique de l'habitat

PTRE

plateforme territoriale de rénovation énergétique de l'État

PVR

Participation voirie réseau

QVCT

Qualité de vie et des conditions de travail

RBF

Règlement budgétaire et financier

RE

Règlementation environnementale

Rebours

Installation permettant d'augmenter l'intégration du gaz renouvelable dans les réseaux en offrant un débouché supplémentaire à la production de biogaz

RÉCIT

Réseau des énergies renouvelables locales et citoyennes en Pays de la Loire

Redevance R1

Redevance, dite d'investissement, versée au Siéml par Enedis, au prorata des travaux d'investissement réalisés sur le réseau de distribution publique d'électricité et d'éclairage public.

Redevance R2

Redevance, dite de fonctionnement, versée au Siéml par Enedis pour couvrir les dépenses annuelles de fonctionnement supportées par l'autorité concédante dans l'exercice du pouvoir concédant dans la concession de l'électricité (contrôle du contrat de concession, conseils aux usagers...)

Redevance Terme

Redevance liée aux travaux d'investissement réalisés par l'AODE. Le terme représente le montant total, hors TVA, en euros des travaux d'investissement. Mandatée par le syndicat ou les communes exerçant la maîtrise d'ouvrage de ces travaux l'année N-2

Renforcement

Action sur le réseau électrique destinée à corriger les défauts de tensions subis par les usagers et améliorer ainsi la qualité de la distribution d'électricité

Représentant

Élu désigné par une commune ou une intercommunalité pour la représenter au sein du collège territorial de son territoire. Il élit les délégués du Siéml.

Réseau de distribution publique

Ensemble des lignes moyenne et basse tension desservant les usagers

Réseau de transport

Ensemble des lignes hautes et très haute tension alimentant le réseau de distribution

RGE

Reconnu garant de l'environnement

RGPD

Règlement général sur la protection des données

RIFSEEP

Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

RIP

Réseau d'intérêt public

ROB

Rapport d'orientations budgétaires

RODP

Redevance d'occupation du domaine public

RPS

Risques psycho-sociaux

RSO

Responsabilité sociétale des organisations

RSU

Rapport social unique

RESECO

Réseau, responsable, économique et écologique. Association nationale d'acheteurs publics engagée dans la promotion de la commande publique durable

RTE

Réseau transport électricité, filiale d'Enedis chargée des réseaux de transport (HTB)

SAE

Système d'archivage électronique

SAEML

Société anonyme d'économie mixte locale

SAS

Société par actions simplifiées

SCIC

Société coopérative d'intérêt collectif

SDAL

Schéma directeur d'aménagement lumière

SDSI

Schéma directeur des systèmes d'information

Secteur régulé

Les secteurs du transport et de la distribution d'électricité et de gaz naturel sont régulés par la commission de régulation de l'énergie (CRE)

SEM

Société d'économie mixte

SEML

Société d'économie mixte locale

SER

Syndicat des énergies renouvelables

SID

Système d'information décisionnel

SIG

Système d'information géographique

Smart city / Territoire connecté

Le concept de smart city intègre les technologies de l'information et de la communication (TIC) et divers dispositifs physiques connectés au réseau (objets connectés) pour optimiser l'efficacité des opérations et des services

Smart grid

Réseau « intelligent » pour optimiser la production, la distribution et la consommation électrique

SPA

Service public administratif

SPASER

Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables.

SPIC

Service public industriel et commercial

SPL

Société publique locale

SRADDET

Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

S3REnR (ou SRRREnR)

Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables

Tarifs régulés

Tarifs définis par les pouvoirs publics sur proposition de la commission de régulation de l'énergie (CRE)

TCCFE

Taxe communale sur la consommation finale d'électricité, taxe absorbée (voir TICFE)

TDCFE

Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité, taxe absorbée (voir TICFE)

TEPCV

Territoire à énergie positive pour la croissance verte.

TEC

Collège des Transitions écologiques et sociales

TICFE

Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité, taxe absorbée (voir Accise sur l'électricité)

TICGN

Taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel

THT

Très haute tension

TRV

Tarif réglementé de vente (prix fixés par les pouvoirs publics pour le gaz et l'électricité)

TST

Travaux sous tension

TURPE

Tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité

VAE

Vélo à assistance électrique

VE

Véhicule électrique

W

Watt

Wh

Wattheure

Wc

Watt crête (puissance maximale théorique)